



## Florence (1494-1530) : une république de guerre

Jean-Louis Fournel

### ► To cite this version:

Jean-Louis Fournel. Florence (1494-1530) : une république de guerre. Moatti, Claudia; Riot-Sarcey, Michèle;. La République dans tous ses états : pour une histoire intellectuelle de la république en Europe, Payot, 2009. <halshs-00498823>

**HAL Id: halshs-00498823**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00498823>**

Submitted on 29 Dec 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Texte publié comme chapitre du livre collectif intitulé *La République dans tous ses états* - Paris, Payot, 2009, Claudia Moatti et Michèle Riot-Sarcey (eds)

---

## ***Florence (1494-1530) : une république de guerre***

### ***1. Le républicanisme comme question/ le républicanisme en question***

#### ***a. République et « républicanisme »***

La renaissance italienne a toujours été un espace et un temps de référence pour l'histoire de l'art et de la culture mais ce n'est que depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle dans la vieille Europe latine (Suisse romande, France, Italie)<sup>1</sup> puis, comme l'a montré Anthony Molho, depuis les années trente du XX<sup>e</sup> siècle aux Etats-Unis, que la renaissance italienne a été rapprochée d'une possible constitution d'un nouveau paradigme *républicain*.<sup>2</sup> Pourtant, la péninsule italienne ne fut certes pas dominée durant l'Ancien Régime par des États aux institutions républicaines, tout au contraire, les seules exceptions étant Florence - pendant deux siècles - puis Lucques, Gênes et Venise - pendant plus longtemps.

D'ailleurs, dans une certaine mesure, un Sismondi ou un Quinet, qui, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, pestaient contre les restaurations conservatrices de son temps, s'inscrivaient dans une logique, qui anticipait celle d'Hans Baron ou Felix Gilbert, qui avaient quitté l'Allemagne nazie pour se réfugier aux États-Unis<sup>3</sup>. Quant à la troisième grande génération du républicanisme appliquée à la péninsule italienne, celle de Quentin Skinner et John Pocock, elle s'est constituée sur une base anti-libérale qui contribue à une forme d'acclimatation de notions idéologiques, notamment celle d'« humanisme civique », mais aussi celle de « républicanisme », transformés en catégories scientifiques que l'on s'abstient trop souvent d'interroger<sup>4</sup>. En outre, elle influe fortement dans le débat des politologues

---

<sup>1</sup> On prendra comme point de départ symbolique évidemment l'*Histoire des républiques italiennes du Moyen Age* de Sismonde Sismondi publiée en 1807. En introduction l'auteur y proclame que l'Italie « devint non pas une nation mais une pépinière de nations » car « elle compta autant de peuples qu'elle compta de villes toute libres et républicaines » (*Ibid.*, Zurich, Henri Gessner, 1807, p. 10).

<sup>2</sup> Cf A. Molho, « The Italian Renaissance, Made in the U.S.A. », in *Imagined Histories. American Historians interpret the Past*, Princeton University Press, 1998, p. 263-294. Molho remarque que c'est seulement dans les années 1930 que la renaissance italienne devient un terrain de recherches universitaires grâce à l'apport méthodologique et conceptuel des immigrants allemands anti-nazis.

<sup>3</sup> On remarquera quand même que ce qui est au cœur de la logique de Sismondi (petit état ; gouvernement mixte et science du bon gouvernement) ne recoupe pas ce qui importe pour les tenants de l'humanisme civique (qui insistent quant à eux sur une politique de la « vertu »).

<sup>4</sup> Même si la critique anglo-américaine a pris depuis dix ans quelques distances avec cette tendance critique. Sur la matrice de la notion d'humanisme civique et sur le parcours spécifique de Baron, on se référera à l'article récent de Laurent Baggioni, « La repubblica nella storia : la questione dell'umanesimo civile », in *Storica*, n° 35/36, Rome, Viella, XII, 2006, p. 65-91 ainsi que *Renaissance Civic Humanism.Reappraisals and*

contemporains - notamment aux Etats-Unis mais pas seulement. Dans la perspective de certains adeptes de cette défense et illustration du « républicanisme », les catégories interprétatives sont ancrées dans un postulat : la transmission d'une sorte de bloc de la tradition du républicanisme classique (c'est-à-dire antique) à l'Italie des cités-états ou des états-cités. De fait, maintes critiques (souvent italiennes) ont été adressées à la ligne du « républicanisme classique »<sup>5</sup>. Du même coup, pour nous aider à échapper à l'injonction qui conduirait à devoir choisir entre le libéralisme et le républicanisme, le cas florentin de la Renaissance n'est pas sans intérêt.

*b. Le comparatisme des républiques : Florence et Venise*

L'autre grande ligne de lecture pour la question républicaine dans l'Italie de la Renaissance part d'une logique plus vieille encore. Cette perspective, complémentaire à l'occasion plus que concurrente de celle que je viens d'évoquer, est fondée sur le comparatisme historique et spatial des républiques italiennes. Chronologiquement et politiquement, ce comparatisme remonte au XVI<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Méthodologiquement, il a même déjà été mis à l'honneur par les grands auteurs humanistes du XV<sup>e</sup> siècle. Dès le *Quattrocento*, s'est mis en place, comme une sorte de Janus à double visage, un modèle biface pour la question qui nous intéresse : le parallèle entre Florence et Venise devient en effet

---

*Reflections*, ed. by James Hankins, Cambridge, Cambridge University Press. On relèvera qu'il existe une autre ligne de critique de Baron, Pocock et Skinner inspirée par Leo Strauss et incarnée aujourd'hui par H. Mansfield (et, en France, par P. Manent) qui dénie à Machiavel l'étiquette de républicain pour le rabattre sur la pensée de l'exécutif, la pensée politique moderne relevant donc d'un cheminement constitutionnaliste pour contrôler et déminer ce que la politique a de « machiavélien ».

<sup>5</sup> On pense à Renzo Pecchioli (*Dal mito di Venezia all' "ideologia americana". Itinerari e modelli della storiografia sul repubblicanesimo dell'età moderna*, Padova, Marsilio, 1983) et à ses diatribes contre « l'idéologie américaine » – alors même que ce dernier a d'ailleurs été l'introducteur de Hans Baron en Italie en 1968 puisqu'il le présente et le traduit pour l'éditeur Sansoni de Florence. Voir aussi l'importante recension de Cesare Vasoli au *Machiavellian Moment* in « *The Journal of Modern History* », XLIX, 1977, n. 4, p. 661-670. Dans l'introduction inédite ajoutée en 1980 à l'édition italienne du *Machiavellian Moment* (p. 27sq) Pocock discute ces critiques italiennes.

<sup>6</sup> Voir l'article de F. Gilbert, « Venetian constitution in Florentine political Thought » in *Florentine studies*, N Rubinstein (ed.), 1968. Il est vrai toutefois que là aussi Jacob Burckhardt joue un rôle éminent dans la reprise de la comparaison des républiques, encore une fois après Sismondi. Sur ces questions, voir aussi les travaux d'Alison Brown (« Il rinascimento repubblicano » in *Il rinascimento italiano e l'Europa*, a cura di M. Fantoni, Vicenza, Fondazione Cassamarca/Editore Angelo Colla, 2005, p. 169-184 ainsi que « Smascherare il repubblicanesimo rinascimentale » in *Politica e cultura nelle repubbliche italiane dal medioevo all'età moderna*, a cura di S. Adorni Braccisi e M. Ascheri, Roma, 2001). Voir aussi E. Muir « Was there republicanism in the renaissance republic ? Venice after Agnadello » in *Venice reconsidered*, a cura di J. Martin, D. Romano, Baltimore, 2000.

l'opposition entre deux âmes possibles de la république et sert par ailleurs à illustrer deux lectures de l'histoire de la république romaine antique (dans une étrange querelle d'héritage)<sup>7</sup>.

La confrontation entre l'instabilité chronique de Florence et la permanence dans la longue durée des institutions de Venise s'impose comme un *topos* du discours sur les deux républiques. Le face à face des deux républiques - qui n'ont rien de républiques sœurs - est aujourd'hui alimenté par le fait que, fonds d'archives importants et traditions académiques aidant, ce sont les deux espaces républicains les mieux labourés par les historiens médiévistes et modernistes européens et américains. Dans cette situation, trop souvent (même si les choses ont changé depuis une vingtaine d'années), d'autres expériences républicaines – qu'elles soient de longue durée (celles de Gênes, de Sienne, et enfin de Lucques) ou plus épisodiques (Naples, Bologne, Milan) ont été souvent confinées dans le domaine de l'histoire locale, comme si elles ne pouvaient prétendre à la charge d'universalité des grandes sœurs florentines ou vénitiennes.

### c. *Méthode et perspective*

Ce double constat (d'un côté, les effets de la naissance du paradigme républicain ; de l'autre, la question des formes ou des conséquences du comparatisme républicain florentino-vénitien) pose un problème de méthode et un problème historique. Le problème de méthode est qu'il existe souvent un non dit de l'analyse lié à une sorte de porosité entre discours historique et participation à un débat politique contemporain, voire de contamination du premier par la seconde. Quant au problème historique (qui pour partie en découle) il consiste dans le fait que l'on a fortement tendance à réfléchir sur la *longue durée* des républiques italiennes (et non sur leur pluralité formelle et temporelle – déployée selon des étapes distinctes), et qu'on le fait trop souvent, qui plus est, à partir de la notion de *déclin*<sup>8</sup> selon le modèle heuristique mis en place pour la Rome antique dès le *Quattrocento* (en privilégiant donc une forme de récit téléologique qui fait l'histoire des vaincus à la lumière de leur défaite, et qui n'est pas dépourvu parfois d'une bonne dose de romantisme et de préjugé idéologique). Dans les deux cas on perd l'historicité radicale de la république florentine comme cas spécifique qui confère un sens particulier à la république comme source de pratiques, élaborations d'enjeux politiques et socle de formes institutionnelles spécifiques.

---

<sup>7</sup> Voir Francesco Tateo, *I miti della storiografia umanistica*, Roma, Bulzoni, 1990 ainsi que le volume collectif, *Florence and Venice, Comparison and Relations*, Sergio Bertelli, Nicolai Rubinstein et Craig Hugh Smyth (éds), I Tatti, Firenze, La Nuova Italia, 2 vol., 1979-1980.

<sup>8</sup> Sismondi présentait explicitement son œuvre comme une histoire du « déclin » de la liberté.

C'est pourquoi il sera nécessaire, dans un second moment, de questionner cette tradition critique à la lumière d'un point d'observation singulier, choisi dans la mesure même où il s'avère un point de basculement de la question : la « nouvelle » république florentine née au début des guerres d'Italie à l'automne 1494 et qui ne s'efface définitivement qu'en août 1530 lorsque la cité cède aux troupes impériales et pontificales après un siège interminable de plus de huit mois. Le choix de ce poste d'observation s'impose pour plusieurs raisons dont la moindre n'est pas que, dans cette « époque », naissent à Florence quelques-uns des textes quasiment totémiques de l'héritage républicain de la renaissance (ceux de Machiavel, bien sûr, mais aussi de Savonarole, Guicciardini, voire de Francesco Vettori ou Donato Giannotti) au sein de ce qu'en d'autres lieux nous avons appelé, avec Jean-Claude Zancarini, le « laboratoire florentin »<sup>9</sup>.

Mais à cette raison majeure, du côté des sources, s'en ajoute une autre qui tient à la mise en évidence dans mon propos d'une série spécifique de nœuds interprétatifs. Il s'agira ainsi de mieux comprendre comment, si la *repubblica* semble *a priori* émerger entre le *comune* - en amont - et le *stato* - en aval -, cette chronologie schématique (qui va dans le sens de la théorie de l'« humanisme civique ») s'avère faussement simplificatrice. Elle reste brouillée par le fait que le *comune* (avec ses langages et ses traditions) continue à exister au-delà du XIV<sup>e</sup> siècle et que le *stato* ne cesse jamais d'être déjà là comme arrière-plan de tout texte politique, quelle que soit la polysémie du terme<sup>10</sup>. De fait, la pensée politique conserve, dans la théorie politique « républicaine » produite alors ainsi que dans la représentation de soi que nourrissent les citoyens de la communauté politique, un socle radicalement *urbain*. La république c'est d'abord la *citè*, la *civitas*, la *città* : « forma autem civitatis est politia » proclame Savonarole (il n'a pas recours au mot de république, la forme latine de l'aristotélicienne *politeia* – *politia* - lui suffisant).<sup>11</sup> Du même coup, ce corps politique que l'on définit à tâtons et les lois qu'il se donne ne concernent évidemment que les habitants qui vivent *intra muros*. Et la question de la citoyenneté et de son attribution reste toujours le principal point obscur, le trou noir, de l'histoire républicaine.

---

<sup>9</sup> Voir sur ce point notre introduction à Machiavel, *Le Prince/De Principatibus*, Paris, PUF, 2000. Plus généralement, l'ensemble de ce qui est exposé ici est indissociable du travail de traduction et de réflexion mené en compagnie de Jean-Claude Zancarini depuis une vingtaine d'années désormais.

<sup>10</sup> Voir A. Tenenti, *Stato : un'idea, una logica*, Bologna, Il Mulino, 1987. On rappellera quand même que la chronologie des emplois politiques du terme *stato* est évidemment fortement liée à la diffusion massive de la langue vulgaire comme langue politique à partir de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle.

<sup>11</sup> Voir G. Savonarola, *Compendium philosophiae moralis* (Liber X *De politica et regno*), in *Scritti filosofici*, vol. II, 1988, a cura di G. Garfagnini, p. 457-475 (p. 463 pour la citation).

Même Leonardo Bruni, qui pourtant a introduit *res publica* pour traduire *politeia* dans sa traduction latine de la *Politique* d'Aristote (« est autem respublica ordinatio civitatis »)<sup>12</sup>, ce Bruni dont on attendrait plus que chez d'autres auteurs un usage de la notion de « république », préfère largement à l'usage de *res publica* ceux de *civitas*, de *populus* ou, tout simplement de *Florentia*. La *respublica*, même si elle ne recouvre pas le sens neutre de *stato*, d'État, c'est « la cité », « Florence » ou le « *popolo* » - le peuple - qui sont les sujets politiques principaux plutôt que « la république »<sup>13</sup>. La question républicaine peut-elle dès lors acquérir une autonomie véritable par rapport au vieux questionnement sur la naissance de l'État (qu'on le dise « moderne », « petit » ou « ancien »), sur la transformation du *regimen* médiéval en *gouvernement* (transformation rendue plus aisée par le relatif désintéressement pour une interrogation de type constitutionnelle sur le meilleur régime avant le XVI<sup>e</sup> siècle) ou, enfin, sur la continuité de la réception des positions des juristes?<sup>14</sup> Le problème vaut d'être posé même s'il est malaisé de trancher clairement. Quoi qu'il en soit, cette indéniable construction normative bien réelle se heurte de front à d'autres réalités tout aussi difficiles à négliger et qui concernent l'évolution du cadre *territorial* de la république (à savoir l'expansion des républiques les plus fortes et les plus riches) et les formes que prend cette expansion (la *conquête* militaire). On retrouvait déjà cette question dans l'articulation complexe et évolutive de l'autonomie de la juridiction communale avec la permanence de la juridiction impériale qui est avant tout un ordre *lointain*, distant dans *l'espace*.

Guicciardini pourra ainsi écrire entre 1520 et 1530 dans ses *Avertissements politiques* que tous les États sont violents « sauf les républiques établies sur le sol de la patrie et pas au dehors »<sup>15</sup> : l'incise restrictive est à la fois une défense et illustration de la spécificité républicaine (le seul régime politique qui ne soit pas fondé sur la violence) mais aussi le constat des limites strictes de cette juridiction particulière. Pour dire les choses clairement, ce

<sup>12</sup> Ce n'est d'ailleurs pas le seul terme à être traduit ainsi par Bruni. Avant Bruni, la traduction de Guillaume de Moerbeke traduisait *politeia* par *politia* ouvrant ainsi une tradition de traduction que l'on retrouve chez Thomas d'Aquin et encore chez Savonarole.

<sup>13</sup> A titre d'exemple, on se reportera l'éloge de la cité de Florence (*Laudatio florentinae urbis*) ou à l'oraison funèbre à Strozzi de Leonardo Bruni.

<sup>14</sup> Sur ce point voir le livre de M. Senellart, *Les arts de gouverner. Du regimen au concept de gouvernement*, Paris, Le Seuil, 1995. Par ailleurs, on peut rester perplexe devant une affirmation comme celle de Pocock (*Il Momento machiavelliano*, vol. 1, *op. cit.*, p. 262) selon lequel « il termine del tempo, governo, (...) è quello maggiormente corrispondente a quello moderno di « costituzione », nel linguaggio fiorentino (...) » (dans le langage florentin, le terme du temps *gouvernement* est celui qui correspond le plus au terme moderne de « *constitution* ») ; on sera en revanche plus convaincu par la fin de la proposition de Pocock qui rapproche, non sans contradiction avec ce qui précède, *governo de modo di vivere* (façon de vivre) ou *vivere*. Le débat ne relève pas de l'érudition lexicale puisque une des lignes de fracture entre « néolibéraux » et « républicanistes » est justement le rapport avec le constitutionalisme et le degré de compatibilité du républicanisme machiavélien avec celui-ci – cf *supra*.

<sup>15</sup> F. Guicciardini, *Avertissements politiques*, J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini (éds), Paris, Le Cerf, 1988, p. 61.

primat de la *libertas* sur la violence de l'État ne vaut que sur le sol de la patrie originelle et pas dans les territoires conquis par la république. Il n'est pas indifférent de remarquer que l'un des premiers écrits importants de Machiavel, le premier où il a recours à la lecture de Tite Live pour construire un raisonnement analogique, est un discours intitulé « De la façon de traiter les peuples de la *Valdichiana* qui se sont rebellés » : rédigé en 1503, ce bref texte d'intervention a pour sujet la nécessaire répression sans état d'âme de la rébellion d'Arezzo et de sa campagne environnante, advenue quelques mois auparavant.

Le moment où cette contradiction entre les institutions républicaines et l'extension du territoire atteint son comble - et où le voile des illusions se déchire - est lié au début des guerres d'Italie, à partir de l'automne 1494, quand l'enjeu et les effets de la guerre continue ne concernent plus une modification de frontière - somme toute marginale - mais la survie même de l'État.

## **2. La république et la guerre nouvelles**

### a. Entre longue durée communale et moment républicain

Au lieu de postuler une *longue durée républicaine* cohérente et continue d'une période (de 1300 à 1550), d'un espace citadin (Florence) et d'un langage récurrent (celui du républicanisme classique), nous repartirons donc ici d'une focalisation à partir d'un *moment* circonscrit (1494-1530) défini par une série *d'événements* guerriers et « révolutionnaires », d'un *espace* qui explose et se redéfinit (la péninsule italienne) et d'une ère du soupçon sur la *langue* de la politique héritée du passé, bref d'une rupture et d'un conflit aigu de temporalités (d'autant plus aigu qu'il est perçu clairement comme tel par les contemporains). Plus qu'impliquer d'ailleurs une rupture absolue avec la tradition et les héritages du *comune* et de *l'antico vivere repubblicano*, ce conflit transforme l'examen critique du passé en obligation de méthode. C'est ce qui explique comment s'effectue, dans les textes de Machiavel et Guicciardini, la cohabitation de trois éléments : un éloge de la naturalité des institutions républicaines à Florence, un comparatisme spatio-temporel élevé à la hauteur d'une exigence et, enfin, une critique des institutions communales. Du même coup, l'histoire de ces Florentins et de leur rapport à l'écriture du gouvernement est aussi l'histoire d'un progressif détachement par rapport à l'enracinement local de leur réflexion. Cette écriture en se pensant comme *moderne* devient, de florentine qu'elle était, européenne.<sup>16</sup>

---

<sup>16</sup> Le cas de Francesco Guicciardini est à cet égard exemplaire : voir Jean-Louis Fournel et Jean-Claude Zancarini, *La Grammaire de la république : langues de la politique chez Francesco Guicciardini*, sous presses chez Droz (Genève, 2009).

L'enjeu, le présupposé ou le pari, est donc évidemment que cette focalisation est à la fois *nécessaire* pour *comprendre* de façon *historiquement* pertinente les réflexions des Florentins de ce temps-là, et *riche d'enseignements* pour toute réflexion théorique sur la question de la république, bref que l'on peut y retrouver des nœuds et des questions qui ne concernent pas seulement la Florence de la Renaissance, mais qui ne sont pas pour autant plaqués sur celle-ci de façon anachronique pour la faire entrer dans un moule interprétatif. En première analyse, on pourrait penser qu'il n'y a apparemment là rien d'original : dire que penser Machiavel est important pour penser la république pourrait sembler relever d'une évidence. Si ce n'est que la proposition est ici assortie d'une condition expresse : celle de partir du constat selon lequel Machiavel est *l'un* des Florentins de ce temps-là justement parce que ces réflexions-là naissent dans une situation de guerre où la question républicaine se charge d'une *radicalité* inédite puisqu'il s'agit non pas tant de réformer la cité pour que le gouvernement soit meilleur et mieux ordonné mais avant tout de la réformer pour que tout simplement elle ne meure pas. C'est de cette situation de *nécessité* (notion médiévale relevant peu ou prou de ce que nous nommons état d'urgence)<sup>17</sup> que peuvent naître des formulations politiques originales qui ont leur importance dans la pensée de la république. Il en est ainsi du *pari princier* machiavélien avec sa re-sémantisation d'une *vertu* qui n'est pas la vertu cicéronienne et sert à rendre possible une solution exceptionnelle dans une situation extraordinaire (dans la mesure même où elle échappe justement à ce qui peut être réglé par le déploiement de l'*ordre* républicain, de l'*ordinaire* de la politique).<sup>18</sup> On pourrait aussi parler à ce propos de l'ébauche d'une méritocratie<sup>19</sup> ou encore du tropisme vénitien vers la *neutralité*<sup>20</sup> - deux autres solutions à un état de guerre qui provoque une crise du groupe dirigeant

---

<sup>17</sup> La *necessitas* entretient un rapport avec le manque, la privation et la misère qui détermine le syntagme « état de nécessité » et qui va donner sa première autonomie absolue au substantif ainsi « singularisé » (vs pluriel) et assurer la pérennité de la maxime romaine *necessitas legem non habet* (incluse dans le *Décret de Gratien* - III, 1, 11 - et reprise dans la *Summa Theologica* Ia, IIae, q96, a6) ou des différentes formulations qui en sont proches (la *ratio necessitatis* du Moyen Age s'opposant à la *ratio civitatis*), d'où aussi les premières stratifications de la réflexion sur le droit d'exception ou « l'état de nécessité » (qui ne sera vraiment théorisé qu'au XIX<sup>e</sup> siècle – voir sur toutes ces questions François Saint-Bonnet, *L'État d'exception*, Paris, PUF, 2001).

<sup>18</sup> Voir sur ce point l'étude d'Alessandro Fontana sur la *virtù* chez Machiavel in *Langues et écritures de la république et de la guerre. Etudes sur Machiavel*, A. Fontana, J.-L. Fournel, Xavier Tabet et Jean-Claude Zancarini (éds), Genova, Name, 2004.

<sup>19</sup> La *virtù* machiavélienne est largement absente du discours de Guicciardini sur la qualité des hommes comme de celui de Savonarole sur les vertus nécessaires à la réforme des cœurs et des âmes (voir J.-L. Fournel, « Des hommes de qualité à la qualité des hommes : les insuffisances de la vertu », in *Francesco Guicciardini. Tra ragione e inquietudine*, P. Moreno et G. Palumbo (éds), Genève, Droz, 2005, p. 129-147 ainsi que J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini, *La politique de l'expérience. Savonarole Guicciardini et le républicanisme florentin*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 2003).

<sup>20</sup> Voir A. Fontana et J.-L. Fournel, « Le 'meilleur gouvernement' : de la constitution d'un mythe à la 'terreur de l'avenir' », in *Venise 1297-1797. La République des Castors*, textes réunis par A. Fontana et G. Saro, Paris, ENS Editions, 1997, p. 13-35.

traditionnel et une méfiance à l'égard des capacités militaires de toute république. Le « républicanisme » ne saurait rendre vraiment compte de ces trois langages sectoriels de la tradition républicaine dans toute leur complexité.

Dans cette perspective, la république vénitienne, si elle n'est pas ici au cœur de notre propos, doit être convoquée, comme contrepoint. Dès le XV<sup>e</sup> siècle, se développa une fascination pour les institutions vénitiennes et leur *mythique liberté originelle*, à savoir la prétention à une liberté de la cité de la Lagune depuis sa création même<sup>21</sup>. Cette Venise-là illustre une sorte d'ontologie de la république, garantie par une longue histoire sans changement, une république évidente et toujours là qui n'a pas besoin de se théoriser tout du moins jusqu'au développement des leurres - largement historiographiques - du gouvernement mixte.<sup>22</sup> La situation florentine est à cet égard radicalement différente, plus mobile et, de ce fait, plus productive pour l'historicité de la république.

Tout compte fait, l'évidence dont le mot de *repubblica* jouit à Florence au début du XVI<sup>e</sup> siècle dans ses emplois spontanées, notamment dans les textes fonctionnels de chancellerie, ne supprime pas les ambivalences de la question républicaine dans l'Italie de ce temps-là. Une approximation constitutive demeure ainsi dans la définition de ce que recouvre la notion de république. Il suffit de rappeler les interrogations sur ce que recouvrent les termes de *libertà* et d'*equalità* (« liberté » et « égalité »), mais aussi sur celles qui naissent de l'héritage juridique dominant concernant la *loi* et la *citoyenneté*, voire, depuis le *Quattrocento*, sur le socle de la *vertu*. Loi, liberté, égalité, vertu émergent comme les composantes d'un dispositif canonique pour une pensée républicaine postulée dans son unité. Toutefois, ces notions sont analysées à nouveaux frais à partir de paramètres qui prennent de plus en plus d'importance comme le *territoire* ou la *défense* (d'où le questionnement sur les *armes* ou la *sécurité*). Derrière ces mots, c'est tout un langage politique *communal* qui perd de sa naturalité, de son évidence. Communal donc plus que *républicain* ce qui, du même coup, peut contribuer à l'émergence, par opposition, d'une pensée inédite de la *république* à l'occasion de cette crise. Et ce langage, il convient de l'interroger sans croire trop fortement à sa transmission harmonieuse au fil des époques. A cet égard, il est frappant de constater que si

---

<sup>21</sup> La bibliographie sur le mythe de Venise est infinie. Pour le Moyen Age on consultera d'Elisabeth Crouzet-Pavan, *Venise triomphante : les horizons d'un mythe*, Paris, A. Michel, 1999. Pour l'époque suivante, voir Giovanni Silvano, *La « Repubblica dei Viniziani »*. *Ricerche sul repubblicanesimo veneziano in età moderna*, Firenze, Olschki, 1993 et Alessandro Fontana et Georges Saro (eds), *Venise 1297-1997 : la république des castors*, op cit. Voir aussi E. Muir,

<sup>22</sup> Voir à ce propos J.M. Blythe, *Ideal government and mixed constitution in the Middle Ages*, Princeton, Princeton University Press, 1992 – traduction française disponible. Même chez un Seyssel et même chez les théoriciens vénitiens chez lesquels on croit voir des parangons de la défense du gouvernement mixte, ce dernier est plus un instrument ponctuel qu'un horizon ou un concept productif.

les grands cadres de la pensée politique communale ne passent pas par la construction théorique d'une opposition entre république et monarchie où le *comune* se serait placé du côté de la première et aurait affronté fièrement la seconde<sup>23</sup>, cette opposition binaire va être au contraire le socle de la réflexion politique dans la nouvelle république née en 1494. C'est vrai notamment dans les sermons de Savonarole (ou dans son traité sur « la façon de régir et gouverner la *citè* de Florence »). La même opposition est aussi évidemment présente d'emblée dans le *Prince* (chapitres I et II) comme dans le *Discursus florentinarum rerum* de Machiavel envoyé par Machiavel en 1520 au pape Léon X, dans le *Dialogue sur la façon de régir Florence* de Guicciardini comme dans le traité *Della repubblica fiorentina* de Donato Giannotti (l'un des seuls titres d'ouvrage politique florentin important où apparaît explicitement le terme de « république »). On pourrait ainsi énoncer que, non sans quelque paradoxe, la république à Florence va se penser et se dire comme telle surtout au moment même où elle est menacée de mort - et peu de temps avant de sombrer<sup>24</sup>. Et, il n'est pas sans intérêt à cet égard de remarquer que cette république-là se pense comme radicalement « nouvelle ».

#### b. Une histoire contrastée de la république

La création d'un Grand Conseil à Florence à la fin de l'année 1494 n'est pas dans cette perspective la simple reprise d'une solution institutionnelle vénitienne : c'est la solution que les citoyens pensent pour affirmer une forme inédite *d'unité de la cité* et *d'égalité politique dans la cité*, au-delà des traditionnelles divisions économiques (par corporations) et territoriales (par quartiers). La réforme institutionnelle va d'ailleurs de pair avec deux autres lois fondamentales que Savonarole n'aura de cesse de faire approuver : d'un côté, la loi sur l'appel dans les affaires de délit politique à venir et sur l'amnistie des délits politiques du passé ; de l'autre, la loi sur l'abolition du *parlamento*, cette forme traditionnelle de juridiction d'exception de type plébiscitaire qui consistait à rassembler les citoyens sur la place de la Seigneurie et à leur faire approuver la nomination d'une commission ayant les pleins pouvoirs pour gouverner et nommer les gouvernants pendant un temps circonscrit.

Quand Savonarole, contrairement aux habitudes des frères prêcheurs, monte en chaire quasiment quotidiennement pour commenter en direct ce qui est train de se passer durant cet automne 1494 qui voit, avec le début des guerres d'Italie, la rapide progression de l'armée

---

<sup>23</sup> Dans ce cadre-là, Ptolémée de Lucques, le continuateur du *De regno* de Thomas d'Aquin, auteur des deux tiers du *De regimine principum* thomiste, reste une exception.

<sup>24</sup> Le cas vénitien symétrique est différent et similaire comme contre-exemple parfait de vie infinie dans la neutralité proclamée.

française en direction de Naples, il insiste d'emblée sur trois idées fondamentales : ces guerres sont « nouvelles » et « insolites » par la radicalité de leurs effets à court terme ; elles sont voulues par Dieu pour punir la *corruption* de l'Eglise (cette dernière étant entendue à la fois comme institution – la curie et la hiérarchie ecclésiastique - et comme communauté des chrétiens – l'ensemble des fidèles) ; enfin, seules des mesures inédites peuvent constituer une réponse efficace à ce double constat. Du même coup, il ne suffit pas de chasser les Médicis, ce qui est fait le 9 novembre 1494, pour que la république florentine soit restaurée comme telle et il suffit encore moins de considérer la crypto-seigneurie médicéenne comme une sorte de parenthèse de l'histoire républicaine désormais refermée, ce qui enjoindrait de revenir tout simplement au *statu quo ante*, c'est-à-dire au gouvernement oligarchique qui prévalait entre 1378 et 1434. Dans les sermons savonaroliens sont ainsi martelées deux conclusions (qui exprimées de façon d'ailleurs tout à fait apodictique relèvent plutôt de *convictions*, à savoir d'illustrations d'un choix clairement *politique* pour le dire en d'autres termes) : d'une part, Florence est naturellement une terre de « liberté », c'est-à-dire dans le langage politique hérité du *Quattrocento*, une cité - une *civitas* - où est en vigueur un régime « égalitaire » de nature républicaine ; mais, d'autre part, Florence ne peut trouver dans son passé, proche ou lointain, une solution institutionnelle adéquate à la crise en cours. Cette provocation inouïe, surtout dans la bouche d'un Ferrarais, est reprise plus tard très explicitement par Machiavel ou Guicciardini<sup>25</sup> : poussée jusqu'au bout de sa logique, la proposition revient à affirmer que Florence n'a jamais été bien gouvernée. Florence est donc *naturellement* républicaine mais que les Florentins n'ont jamais su fonder de république *historique*. Le constat devient un des socles de la réflexion d'un moment historique et lui confère son sens en posant une exigence de changement<sup>26</sup>. Sauver l'État florentin signifie donc inventer un nouveau régime, c'est-à-dire dans ce cas une vraie république, pour la première fois dans l'histoire de la cité.

La république à la florentine n'est donc pas une entité qui échapperait aux aléas du temps (selon ce que pensent par exemple les Vénitiens de leur forme de gouvernement). Elle s'inscrit dans une histoire variée et polymorphe, une histoire non pas progressive mais évolutive. Or, les Florentins ne pouvant aller chercher dans leur passé propre un modèle républicain à restaurer, il s'agit d'inventer une nouvelle forme. Du même coup, la république se démultiplie et il n'existe pas *une* mais *des* traditions républicaines différentes dont on peut

---

<sup>25</sup> Voir sur ce point, pour Machiavel le début du *Discursus florentinarum rerum* et *Discours*, I, 49 ainsi que, pour Guicciardini, le prologue du *Dialogue sur la façon de régir Florence* ou les premières pages du *Discours de Logrogno* (voir F. Guicciardini, *Ecrits politiques*, J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini (eds), Paris, PUF, 1997).

<sup>26</sup> Ce qui illustre d'ailleurs le fait que les distinctions que la critique s'acharne à déceler entre les trois grands auteurs-acteurs du moment machiavélien ne doivent pas nous faire oublier que tous les trois partent d'un constat et d'un questionnement identiques.

interroger les spécificités (dans le cas florentin, le régime communal du « *popolo* », l'épisode bref mais traumatisant des *Ciompi*, le gouvernement oligarchique de Maso degli Albizzi puis le régime médicéen en représentent les quatre formes principales identifiées comme telles par Savonarole et par ses successeurs).

A cet égard, on peut considérer que l'épisode le plus court de ces différents moments historiques - le tumulte des *Ciompi*, en 1378 – est sans doute le moment le plus révélateur de l'historicité de la république florentine, dès lors que l'on admet que la *république* qui naît en 1494 voit le jour et prend sens *contre* la tradition politique classique florentine « communale ». Les *Ciompi* sont en effet un tournant de l'histoire florentine, qui se traduit par un véritable traumatisme durable et les nouvelles institutions mises en place à la fin de 1494 sont en partie une réponse lointaine à ce traumatisme. En effet, cette révolte des ouvriers cardeurs de la laine (que l'on nommait justement les « *ciompi* ») réclamant le droit de se constituer en corporation afin d'avoir part au gouvernement et d'exister comme sujets politiques au sein de la république constituée dans la Florence de la fin du Moyen Age la « grande peur des bien pensants ». Savonarole n'en parle pas. Guicciardini dans une note marginale de ses *Cose fiorentine* écrira quant à lui cent-cinquante ans plus tard que des émeutiers que « non rubavano ma ardevano le robe » (« ils ne volaient pas mais brûlaient les biens ») : le patricien pouvait comprendre que les pauvres volent mais pas qu'ils détruisent les biens des riches en les brûlant, contribuant ainsi à fonder un autre rapport à la politique et à la propriété. Machiavel, de son côté, dans un célèbre passage des *Histoires florentines* placera dans la bouche d'un *ciompo* anonyme une harangue dont on a longtemps cru qu'elle illustrait sinon l'adhésion de l'auteur au soulèvement, du moins une certaine empathie à l'égard de l'événement : pourtant, dans ce discours rapporté, le Secrétaire florentin plutôt que de choisir le camp des révoltés disait plutôt, tout simplement, que la seule loi des équilibres politiques était celle des rapports de force et que ceux-ci étaient variables en fonction du degré de conscience que chacun des acteurs – y compris la « plèbe » - pouvait nourrir à propos de sa place autonome dans la dynamique des événements<sup>27</sup>.

Après quelques mois de gouvernement des *ciompi*, suivis de près de trois ans d'un gouvernement plus modéré dominé par les corporations des *arti minori* la république revint à son fonctionnement traditionnel en 1382 et toutes les familles importantes qui avaient soutenu les *ciompi* furent exilées. Pendant une cinquantaine d'années s'imposa alors ce que l'on a appelé le « gouvernement des oligarques ». Son premier objectif (entre autres par la création

---

<sup>27</sup> Voir sur ce point le chapitre I, 5 de J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini, *La grammaire de la république*, op. cit.

du *conseil des Huit* comme véritable police politique) fut d'abord d'empêcher tout retour à une situation de critique populaire radicale des institutions en place. On parle peu des *Ciampi* dans la pensée politique florentine du XV<sup>e</sup> siècle mais la révolte conditionne largement les positionnements politiques à Florence. Dans le gouvernement des oligarques, les conseils dits « larges » (*larghi*) sont vidés d'une grande partie de leurs prérogatives au profit d'une concentration du pouvoir dans quelques grandes familles gardant la haute main sur la distribution des charges. La prise de pouvoir des Médicis en 1434 ne représente en définitive qu'une forme plus « concentrée » de ce type de gouvernement.

### c. La république comme appréhension de l'histoire belliqueuse

C'est bien parce qu'en 1494, l'on ne raisonne plus en termes de modèle à retrouver, mais à partir d'une critique radicale des formes du passé qu'il convient justement d'inventer une république nouvelle. Le plus frappant dans quasiment *tous* les textes politico-historiques de cette époque à Florence est justement cette conviction de vivre un moment historique *inédit* et de devoir penser *différemment* les solutions à apporter à la crise en cours. S'il en va ainsi ce n'est évidemment pas au nom de quelque décret théorique et abstrait : la prise de conscience naît d'une crise et s'impose parce que les Florentins ne comprennent pas les événements qui se succèdent. Le recours aux grilles interprétatives que leur offrent les langages de leurs trois principales traditions (religieuse, communale et humaniste, pour l'essentiel<sup>28</sup>) ne suffit plus à expliquer ce qui est en train d'advenir. Or l'exigence de retrouver une forme quelconque de maîtrise du temps par un discours *politique* (qui, dans une situation souvent dramatique, prend parfois des accents *prophétiques* – et pas seulement chez celui qui appartient à un ordre religieux comme nous le montre l'*exhortatio* du chapitre XXVI qui clôt le *Prince*) s'impose avec d'autant plus de vigueur que les effets de la perte de contrôle de l'Histoire en train de se faire se font sentir immédiatement. La république florentine a peur de mourir parce que, avec Charles VIII, selon une phrase du jeune Guicciardini des *Storie fiorentine*, « était entrée en Italie une flamme, une peste si grande qu'elle changea non seulement les États mais les façons de les gouverner et les façons de faire la guerre ». Le nœud est ici bien serré entre les questions du régime, de la forme du gouvernement et de la préservation du territoire, mieux serré qu'il ne l'a jamais été alors même que c'est peut-être là que se situe justement le double impensé de la tradition républicaine, tradition qui en Italie

---

<sup>28</sup> Voir la charge contre les princes italiens, habiles rhéteurs mais piètres combattants, à la fin de l'*Art de la guerre* de Machiavel ou la polémique généralisée contre les princes italiens modernes chez Guicciardini (voir le début de la *Storia d'Italia*) ou Castiglione (livre IV du *Courtisan*) etc. Voir aussi les piques innombrables contre les « sages de ce monde » dans les sermons de Savonarole.

s'avère souvent illusoire, lacunaire et inachevée : le poids de l'isolat citadin et la forme de la guerre républicaine, ce qui n'est pas si loin de la vieille exigence d'une articulation entre la *justice* et les *armes*. A la différence de Machiavel qui en fait le fondement premier de sa réflexion, Savonarole n'entend pas penser une raison de la force<sup>29</sup> et s'attarde donc dans un premier temps sur le premier terme du binôme, les lois (ce qui relève des « ordres bons »). La première des choses à faire est donc de créer une instance susceptible d'interdire toute confiscation du gouvernement par une famille, une faction, un individu, bref d'interdire toute dérive tyrannique. C'est chose faite avec le vote sur la création du « Grand Conseil » à la fin du mois de décembre 1494. L'assemblée est conçue sur le modèle vénitien mais selon une conception inédite de l'équilibre des forces institutionnelles et du rapport au corps politique républicain puisque le Grand Conseil est le « prince de la cité » et que Savonarole a bien précisé dans ses sermons de décembre 1494 qu'il fallait imiter le modèle vénitien mais en retranchant certains éléments et notamment le doge. Le Grand Conseil n'est pas en outre un espace réservé à un nombre de familles circonscrit qui y sont présentes de génération en génération par succession patrilinéaire : il naît selon le principe d'un élargissement volontariste du *reggimento*, c'est-à-dire du groupe des participants potentiels aux charges publiques. Ainsi se constitue la forme de gouvernement sans doute la plus large que l'Europe de l'Ancien Régime ait connue puisque plus de trois mille personnes participent directement au gouvernement, votent les lois et ont accès aux offices. Certes le débat a fait rage, il y a une vingtaine d'années, pour savoir si le Grand Conseil était le signe d'une continuité de l'élite dirigeante florentine ou au contraire la marque d'une ouverture de cette dernière.<sup>30</sup> Mais la vraie question n'est sans doute pas prosopographique en l'occurrence : s'il est vrai que l'on retrouve souvent les mêmes hommes issus des mêmes familles parmi les principaux dirigeants de la cité entre 1480 et 1540 quels que soient les régimes qui se succèdent (les Guicciardini en sont un parfait exemple), cela ne signifie pas qu'ils agissent pour autant toujours de la même façon et qu'ils s'entourent des mêmes personnes en deux moments différents de l'histoire, ni même qu'ils entretiennent les mêmes rapports avec les institutions dans lesquelles ils sont présents et actifs. Il est significatif à cet égard qu'un Machiavel ose dire à Léon X, le pape Médicis qui a mis à bas la république en 1512, que les Florentins n'auront de cesse de « rouvrir la salle » (du Grand Conseil) et qu'il faut accéder à une telle demande (il l'écrit en

---

<sup>29</sup> Il le déclare explicitement au début de la troisième partie de son *Traité sur la façon de régir et gouverner la cité de Florence* (cf Savonarole, *Sermons, écrits politiques et pièces du procès*, J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini (eds), Paris, Le Seuil, 1993, p. 171).

<sup>30</sup> Je pense notamment au débat entre Roslyn Pessman Cooper et Sergio Bertelli. Voir sur ce point la thèse récente de Jean-Marc Rivière qui fait le point sur la question : *L'espace politique républicain à Florence de 1494 à 1527 : réforme des institutions et constitution d'une élite de gouvernement*, Université Paris 8, 2005.

1520 dans son *Discursus florentinarum rerum*) ; et on pourrait en dire autant du fait que Guicciardini souligne à maintes reprises dans les années 1520 que depuis que les Florentins « ont goûté au Grand Conseil » rien ne peut plus être comme avant car celui-ci est l'« âme » de la cité<sup>31</sup>.

Il n'en reste pas moins que la création du Grand Conseil est aussi l'illustration des ambiguïtés républicaines. Cette « invention » florentine émerge en effet au croisement de deux références obligées et qui ne sont ni l'une ni l'autre monolithiques : l'une est d'ordre philosophico-théologique (le primat du gouvernement d'un seul couplé à l'épouvantail de la tyrannie, dans une partie de la tradition aristotélicienne, qui ne trouve d'ailleurs pas sa source dans les textes d'Aristote où les cas de figure sont toujours plus de deux) et l'autre de nature historique et polymorphe (le modèle, ou l'exemple, vénitien mais aussi la tradition communale corporatiste), d'où le problème majeur de la pensée d'une souveraineté partagée. Du même coup sont étroitement mêlées dans la pensée de la nouvelle république les questions de la concentration du pouvoir et de la représentation. Tout est en place pour que d'une classique opposition entre tyrannie et licence où le bon gouvernement relève d'un juste milieu qui bannit les extrêmes, on passe à une opposition binaire entre la Tyrannie et le Grand Conseil, ébauchée déjà dans Ptolémée de Lucques, où les deux régimes sont à la fois radicalement hétérogènes, symétriques et interdépendants dans la dialectique de l'histoire politique (à savoir que si l'on n'a pas l'un, on aura l'autre et vice versa). Définir la république comme une république du Grand conseil revient donc dans cette perspective à faire de la république le régime qui s'oppose par excellence à la tyrannie. Comme au début du *Quattrocento* et de cette guerre entre Florence et Milan qui a tant inspiré Hans Baron pour la création de la notion d'« humanisme civique » et que nous critiquions plus haut, dira-t-on ? Si ce n'est qu'à la fin du même *Quattrocento* ce n'est pas seulement l'éloge de valeurs traditionnelles et « naturelles » (la liberté, l'égalité « florentines ») qui est au cœur du propos mais la défense et illustration d'une réforme institutionnelle qui se proclame comme une rupture avec le passé (y compris avec le passé républicain). Ce que nous dit donc cette nouvelle république florentine c'est justement que la république doit se penser comme nouvelle et non comme la restauration d'un ordre ancien.

### ***3. Grand Conseil ou Tyrannie***

---

<sup>31</sup> F. Guicciardini, *Avertissements politiques*, 38, *op. cit.*, p. 55-56 pour « le goût » du Grand Conseil. Pour le Grand Conseil comme « âme » ou « prince » de la cité voir le *Dialogue sur la façon de régir Florence* de ce même Guicciardini.

#### a. Le choix de la république

Si l'on tient que le *comune* ne fut pas pensé *contre* le *regnum* au non d'un paradigme républicain mais *à côté de* lui voire *en articulation avec* lui, au nom d'une réflexion sur les formes que peut prendre l'autonomie d'un corps politique constitué<sup>32</sup>, reste le problème de savoir *à quel moment* l'opposition entre la république (comme gouvernement du plus grand nombre) et le *regnum* ou le principat (comme gouvernement d'un seul) émerge *dans les faits* au sein d'une pensée politique italienne qui est sans doute la plus sophistiquée de la fin du Moyen Age et de la première Renaissance. Je dis « dans les faits » car, dans les énoncés théoriques, cette opposition est déjà fondée à partir de la référence aristotélicienne, revue moins par le Thomas d'Aquin de la première partie du *De regimine principum* que par Ptolémée de Lucques, un autre dominicain proche de la culture communale qui poursuit la rédaction du texte diffusé largement ensuite sous le seul nom de Thomas d'Aquin. Si ce n'est que Ptolémée de Lucques se livre en l'occurrence à une réduction inédite du régime monarchique en régime despotique. Il le fait au nom d'une vision augustinienne de la nécessité pour les peuples de pécheurs d'accepter la domination des rois. Toutefois, il ouvre une possibilité d'échapper à ce noir destin pour quelques peuples favorisés par le climat selon une forme de déterminisme géographique, qui s'avère donc nécessairement incompatible avec la notion de liberté. Or Savonarole tout en reprenant cette théorie des climats y introduit une nouveauté dans la mesure même où la république peut - et doit - relever d'un choix à Florence. C'est probablement en cela - la possibilité d'un choix républicain, voire le devoir éthique d'un tel choix - que réside le bouleversement dont est porteur le « moment florentin » (expression que je préférerai ici à celui de « moment machiavélien »).

De façon somme toute assez attendue, cela se produit par une voie détournée : la réflexion sur le danger de la tyrannie, épouvantail récurrent de la réflexion politique mais aussi instrument utile de cohésion du corps politique communal lorsque celui-ci est menacé de l'extérieur, comme l'a montré la propagande anti-milanaise des chanceliers florentins au début du XV<sup>e</sup> siècle<sup>33</sup>. A la fin de ce même XV<sup>e</sup> siècle, c'est la crainte de la dégénérescence du gouvernement d'un seul en tyrannie qui conduit à un certain consensus citadin contre la

---

<sup>32</sup> Voir Diego Quaglioni, *Politica e diritto nel Trecento italiano : il "De Tyranno" di Bartolo da Sassoferrato, 1314-1357, con l'edizione critica dei trattati "De Guelphis et Gebellinis", "De regimine civitatis" e "De tyranno"* Firenze, L. S. Olschki, 1983 et *À une déesse inconnue : la conception pré-moderne de la justice*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

<sup>33</sup> Sur ces questions on consultera le récent ouvrage de Renaux Villard, *Du bien commun au mal nécessaire. Tyrannies, assassinats politiques et souveraineté en Italie*, Ecole française de Rome, 2008 ainsi que *Le droit de résistance*, études réunies par J.-C. Zancarini, ENS Editions, 1999.

famille des Médicis : Laurent le Magnifique, après la conjuration des Pazzi de 1478<sup>34</sup> puis son fils Pierre ont donné le sentiment d'évoluer vers un glissement de leur statut, de *primus inter pares* à véritable seigneur de la cité. La guerre fait ressentir ce glissement comme d'autant plus lourd de conséquences que le petit tyran est en plus incompétent. Pourtant cette crainte du tyran ne conduit pas à faire l'économie d'une réflexion sur le gouvernement d'un seul comme meilleur des régimes. De fait, Savonarole dans ses sermons sur Aggée (de novembre et décembre 1494), sur les Psaumes (en 1495) ou sur l'Exode (en mars 1498) comme dans son traité écrit en janvier/février 1498, mais aussi Guicciardini, dans son *Dialogue sur la façon de régir Florence*, écrit entre 1521 et 1525, admettent comme socle de leur pensée le fait que le gouvernement d'un seul est le meilleur qui soit (même si tous les deux se méfient des « sages de ce monde », des « philosophes » et autres « politiques » qui pensent la cité de façon trop abstraite – la méfiance frappant y compris Marsile Ficin, parrain de Francesco et ami de son père Piero).

La question se pose dès lors de savoir comment concilier cette conviction avec une logique républicaine. Pour ce faire les Florentins tirent de ce *topos* deux conséquences qui déplacent la réflexion et rendent possible une vraie pensée de la république. D'une part, si le meilleur gouvernement est le gouvernement d'un seul quand celui-ci est bon, il devient le pire des gouvernements quand celui-ci est mauvais, ce qui est loin d'être rare compte tenu des faiblesses humaines et de la force des passions. Du même coup, le gouvernement républicain peut s'avérer une solution historique, concrète, pratique, moins mauvaise même si elle ne prétend pas à l'excellence. D'autre part, admettre que le gouvernement d'un seul est le meilleur ne signifie en rien que ce détenteur unique du pouvoir de gouverner soit un individu en chair et en os, roi ou prince : il peut s'agir d'une instance surhumaine (par exemple le Christ qui étant symboliquement fait « roi de Florence », laisse dans les faits la place libre pour un ordre républicain) ou d'une instance humaine et collective au sein de laquelle se focalise la souveraineté républicaine (c'est là le rôle du Grand Conseil). Bref, ce Grand Conseil, établi en quelques semaines par une sorte de coup de force assez inattendu qui prend de court une partie des grandes familles devient non seulement la clé de voûte des nouvelles institutions florentines mais s'affiche comme le signe, l'icône d'une nouveauté politique radicale qui confère à la république une présence et un sens différents. Cette république se dit de plus en plus comme telle, avec le mot de république, devenu ainsi moins polysémique en langue vulgaire italienne qu'en langue vulgaire française à cette époque-là, même si on reste

---

<sup>34</sup> Voir, sur la conjuration des Pazzi, l'ouvrage récent de Lauro Martines *Le sang d'avril : Florence et le complot contre les Médicis*, Paris, A. Michel, 2006 (édition originale 2004).

loin d'une cohérence systématique. Les débuts de cette république coïncident clairement avec la naissance du Grand Conseil pour les chroniqueurs contemporains qui souvent en font le point de départ symbolique de leur *narration*, ou au moins un tournant capital et désigné comme tel<sup>35</sup>. Cette république est à la fois l'espace d'une pratique et le socle d'une symbolique ; elle est en même temps le moins mauvais et le meilleur des gouvernements, une réalité et une utopie concrète.

#### b. Une république fatale

La Florence des guerres d'Italie nous présente ainsi le premier moment et le premier lieu de l'histoire occidentale où la république se pense ainsi comme « fatale », dans le double sens où elle s'avère le produit d'une nécessité historique mais aussi une création menacée de mort en permanence du fait de la pression des événements extérieurs ou des dissensions internes. L'exigence de toute pensée de la république – et sans doute son aporie – devient ainsi la question de *l'ennemi* : Savonarole ne saura jamais la résoudre et Machiavel comme Guicciardini en feront l'un des nœuds principaux de leur réflexion (allant jusqu'à la revendication d'une possible politique de cruauté). Du même coup, penser la république c'est toujours penser un *conflit* réel ou latent : Machiavel, dans une provocation inouïe, fera même de ce conflit la source principale de la liberté républicaine. La république n'est désormais plus associée à la paix et à la stabilité : elle se veut le moteur d'une dynamique de l'histoire, porteuse de sa modernité. Dans ses *Considérations sur les Discours de Machiavel* (I, 12), Guicciardini peut d'ailleurs souligner que, dans cette situation, une république peut ne pas être préférable à un roi : « Mais je ne sais pas si le fait de ne pas être devenu une monarchie [*monarchia*, ici est employé dans le sens d'État unitaire] a été un bonheur ou un malheur pour cette province [= l'Italie] », car même et surtout si cette unité avait été réalisé « sous une république », cela pouvait être « à la gloire du nom de l'Italie pour le plus grand bonheur de cette cité qui aurait dominé », mais cela eût été « pour toutes les autres cités une calamité » dans la mesure où celles-ci « opprimées et placées dans l'ombre de celle-là, n'auraient pas eu la faculté de parvenir à la moindre grandeur, *car les républiques ont coutume de ne partager les fruits de leur liberté et de leur empire qu'avec leurs propres citoyens* ».

#### **4. Les armes et le territoire de la république**

---

<sup>35</sup> Voir Jean-Louis Fournel, « Cessazione della guerra e fine della storia in alcuni storici della prima parte del Cinquecento », in *La Riscoperta del Guicciardini*, A.E. Baldini e M. Guglielminetti (eds), Genova, Name, 2006, p. 131-150.

Les principaux auteurs de la pensée républicaine florentine, après l'histoire multiple et polymorphe de la république et l'épreuve de la nouveauté, après la capacité à comprendre le régime en place comme gouvernement tout à la fois idéal et « moins mauvais », vont ainsi entreprendre d'enquêter sur les implications d'une raison républicaine de la force, permettant une inscription de la république dans la politique de puissance qui régit désormais les rapports entre États et conduit à penser leur radicale « violence » originelle. Et c'est probablement ce croisement entre perception des temporalités à l'œuvre dans la politique, auto-conscience de la valeur du gouvernement républicain et réévaluation de la question militaire qui rend possible, face à la monarchie, une définition d'un espace républicain spécifique que l'on va trouver chez Machiavel et Guicciardini, plus que chez Bruni ou que chez les penseurs du *Comune*.

Mais une des conséquences de ce tressage inédit sera aussi la mise au jour d'une des grandes contradictions de la pensée républicaine : comment être « républicain » et « impérial », défenseur de la liberté de soi et oppresseur de la liberté d'autrui. Savonarole se refuse à traiter cette question car la diffusion de la réforme doit être avant tout spirituelle. Machiavel quant à lui tranche en proclamant - de façon totalement apodictique mais compatible avec les rêves de gloire entretenus par le Leonardo Bruni de la *Laudatio florentinae urbis* - que la bonne république est conquérante ou n'est pas (d'où ses critiques de Venise et sa reprise du modèle romain avec la place qu'y occupa l'extension progressive de la citoyenneté). Pour Guicciardini, la fuite en avant dans la conquête présente un double danger : d'une part, Florence n'a pas objectivement les moyens de telles ambitions face aux grandes monarchies nationales compte tenu de la *condition des temps* (ce que Machiavel nomme quant à lui la « qualité des temps » et qui correspond pour partie à ce que nous appellerions aujourd'hui la conjoncture) ; d'autre part, cette conquête s'inscrit dans une logique d'unification de l'espace italien dont Guicciardini ne pense pas qu'elle soit *a priori* positive pour les cités concernées<sup>36</sup>. Bref, il préfère les alliances solides entre petits États à l'hégémonie d'un seul sur les autres. On retrouve ici l'idée de Bartole selon laquelle un grand État ne peut être régi par des institutions républicaines (reprise de la position aristotélicienne) mais aussi peut-être une des origines de la théorie plus tardive du « petit État » (à partir du

---

<sup>36</sup> Voir sur ce point ces *Considérations sur les discours de Machiavel* et leur commentaire du célèbre chapitre I, 12 des *Discours* (dans lequel Machiavel critiquait l'Église comme cause première de la désunion de l'Italie).

XVIII<sup>e</sup> siècle) qui, ce n'est pas un hasard, est au cœur du patrimoine intellectuel de la formation allemande « libérale » d'un Hans Baron ou d'un Felix Gilbert<sup>37</sup>.

Ce problème du territoire et de son expansion avait déjà pesé beaucoup dans l'évolution de la république florentine au XV<sup>e</sup> siècle, comme l'ont montré les travaux de Riccardo Fubini.<sup>38</sup> Dès lors que Florence n'exerçait plus son autorité sur son seul *contado* et sur les villes sujettes les plus proches mais sur la totalité de la Toscane (à l'exception du domaine siennois et de Lucques), la nature du régime en place, ou tout au moins la représentation qu'il pouvait avoir de lui-même, changeait : la cité-État (à la façon des villes libres germaniques) tendait à devenir un État tout court tout mais, dans le même temps, ne changeait pourtant pas grand-chose à la logique de ses institutions traditionnelles. Un phénomène du même ordre se produisit pour la république vénitienne mais avec une complexité supplémentaire liée à la distinction administrative entre *stato di mare* et *stato di terra* (le premier étant chargé des possessions vénitiennes d'outre-mer et le second des conquêtes vénitiennes sur la « terre-ferme » italienne).

Ce que l'on pourrait appeler un « retard » des institutions gouvernementales sur la réalité de l'évolution du territoire sur lequel s'exerce l'autorité de la cité dominante n'est évidemment pas sans effet sur les rapports sociaux à l'intérieur de l'État et de la ville ni sur la place qu'y occupe la question militaire. Mais la contradiction se fait surtout sentir lorsqu'il ne s'agit plus pour Florence de conquérir mais de conserver et de défendre (les républiques victorieuses et conquérantes ne voient pas et ne pensent pas souvent les effets de la place croissante du militaire dans l'État), c'est-à-dire quand la guerre nouvelle transporte le conflit au cœur de l'État et peut même le conduire à *ruinare* (à périliter, à être entraîné dans une chute souvent fatale). On est là au cœur de la nouvelle pensée politique florentine qui, une fois réglé le principe du choix de base « républicain » pour les institutions, doit trouver des solutions pour réduire sa faiblesse militaire endémique. C'est ce qui donne au mercenariat et aux *armi* leur place centrale dans le *Prince* (et, pour partie, dans les *Discours*). Il ne s'agit d'ailleurs pas pour Machiavel d'imiter la Rome antique ou l'Espagne contemporaine, les piquiers suisses ou les lansquenets allemands, mais d'inventer une « troisième voie » de l'infanterie (chapitre XXVI du *Prince*) qui, spécifiquement italienne, semble pouvoir être la voie d'une armée *républicaine*, ou tout du moins celle d'un « prince civil », c'est-à-dire

---

<sup>37</sup> Sur cette notion de « petit État » voir Maurizio Bazzoli, *Il piccolo stato nell'età moderna. Studi su un concetto della politica internazionale tra XVI<sup>e</sup> e XVIII<sup>e</sup> secolo*, Milano, Jaca Book, 1990 ainsi que *Il piccolo stato : politica, storia, diplomazia*, L. Barletta, F. Cardini e G. Galasso (éds), San Martino, Aiep ed., 2004. Sur la formation intellectuelle de Baron voir les études citées *supra* et sur celle de Felix Gilbert voir son autobiographie *A European past : memoirs, 1905-1945*, New York & London, W. W. Norton, 1988.

<sup>38</sup> R. Fubini, *Italia quattrocentesca*, Milano, Franco Angeli, 1994.

respectueux des lois de la cité, capable d'entretenir une relation d'« amour » avec son peuple comme avec ses soldats et animé par l'amour de la « patrie ».

De fait, la question militaire ne relève pas simplement d'un choix de nature « technique » en faveur de telle ou telle arme (en l'occurrence l'infanterie) mais mobilise au passage une conception entière de la cité et de ses équilibres sociaux, financiers, économiques. Comme l'ont parfaitement compris ses adversaires aristocrates, Machiavel, en proposant la création de *l'ordinanza* de 1506 (une sorte de petite armée de conscription destinée dans un premier temps à être une force d'appoint), n'intervient pas seulement dans le champ militaire mais investit tout l'espace de la politique intérieure. On comprend mieux la fascination de Machiavel pour le modèle des Suisses, paysans-soldats républicains, fantassins et dédaigneux des facilités techniques de l'artillerie et des armes à feu<sup>39</sup>. Rien d'étonnant d'ailleurs à cela pour celui qui s'élève contre l'idée de concorde qui est encore au cœur du propos savonarolien et qui marque encore la réflexion guichardinienne<sup>40</sup>. C'est bien le fait que la république soit en guerre qui *détermine* et *conditionne* la nature de la république (qui pose ses frontières territoriales et conceptuelles et impose ses conditions de possibilité selon la qualité des temps).

### ***En forme de conclusion : mort et vies de la république***

Cette histoire est donc celle d'un paradigme républicain « réinventé » en 1494<sup>41</sup> puis délaissé, tout du moins en apparence, après 1530, année de la chute de la république florentine après un long siège de huit mois. La question peut d'ailleurs être posée, au passage, du lien structurel, consubstantiel, entre la question républicaine et la nécessité à chaque moment historique important de *réinventer* la république. La question même de la réinvention républicaine est une question républicaine tout comme la critique des « philosophes » dans la Florence du début du XVIe siècle – des philosophes platoniciens notamment - est une question philosophique. Au moment même où ils se posent cet objectif, les penseurs des guerres d'Italie se réinstallent, en l'interrogeant, dans ce paradoxe républicain déjà actif au

---

<sup>39</sup> Voir, sur ce point, la correspondance de Machiavel avec Francesco Vettori dans les années 1513-1514 et leur commentaire dans le beau livre de John Najemy, *Between Friends. Discourse of Desire and Power in Machiavelli-Vettori Letters of 1513-1515*, Princeton, Princeton university press, 1993. Sur le modèle suisse, voir B. Wicht, *L'idée de milice et le modèle suisse dans la pensée de Machiavel*, Lausanne, l'Âge d'homme, 1995

<sup>40</sup> Sur la généalogie des conflits et la distinction entre les bons conflits porteurs de liberté républicaine et les mauvais conflits qui favorisent les dissensions, les factions et la tyrannie, voir les *Histoire florentines* de Machiavel et notamment le début du troisième livre de ce « grand récit » retrouvé de la république que constitue l'histoire de Florence écrite à la fin de sa vie par le Secrétaire florentin, entre 1520 et 1525.

<sup>41</sup> Dans sa récente *History of Florence*, John Najemy choisit d'ailleurs d'intituler le chapitre qu'il consacre à la république florentine entre 1494 et 1512 « La République réinventée » (« reinventign republic » - *A history of Florence, 1200-1575*, Malden (Mass.), Blackwell Publishing, 2006).

Quattrocento, même s'ils le font au nom d'une autre forme de républicanisme<sup>42</sup>. Dans cette perspective, le cas de 1494 acquiert un statut qui n'est plus celui d'un simple épisode.

Dans l'Italie en guerre du début du XVI<sup>e</sup> siècle, la république, dans son antagonisme avec la tyrannie, oscille entre une rupture institutionnelle radicale (le Grand Conseil qui ouvre au plus grand nombre l'accès au gouvernement) et une réduction de la république au règne de la loi, à la *civiltà* des « ordres bons » assurant la stabilité et la survie de l'État. De même, elle hésite entre la vision sereine d'une histoire pacifiée et pacifiante et la vision problématique d'une histoire conflictuelle et « extra-ordinaire », dans laquelle les ordres, si bons fussent-ils ne suffisent plus à garantir la sauvegarde de la république.

La république traditionnellement liée à la paix (à préserver ou à rétablir) peut-elle vivre comme régime de guerre, comme un régime en guerre (intérieure et extérieure, contre *l'inimicus* et contre *l'hostis*) ? C'est la question principale que posent l'histoire et la pensée florentines des guerres d'Italie et qu'elles transmettent au patrimoine commun de la réflexion européenne sur la république. Du même coup deux contradictions ou ambiguïtés principales s'y déploient. D'un côté, la république peut se dire un régime de *libertà* ... mais cette liberté devient de plus en plus difficile à définir et tend à se réduire à la simple « indépendance » de l'État - comme maintien d'une souveraineté sur un territoire sans ingérence d'une puissance étrangère. De l'autre, la république ne reste que rarement le gouvernement du peuple (du *popolo*) ou du plus grand nombre : la forme que peuvent prendre la hiérarchie politique, le droit de citoyenneté, le partage éventuel de souveraineté ou l'« égalité » fondatrice restent des apories de la pensée politique républicaine. Le paradoxe tient donc au fait que, même si c'est la pensée de la république qui y contribue fortement, le passage clé dans cette Italie en guerre semble en définitive, historiquement, plus celui du *comune* (ou du *reggimento*) au *governo* et au *stato*, que celui du *comune* à la *respublica*.

Dès lors, on peut se demander si ce n'est pas à partir de telles ambivalences et de telles faiblesses de la république et du système de valeurs politiques polymorphe qui en émerge que peut se constituer une pensée (disons, schématiquement, de type bodinienne) de la souveraineté, c'est-à-dire une pensée juridique de l'État monarchique qui se montrerait capable de s'articuler avec une tradition juridique pré-moderne pour partie « républicaine », en tout cas communale. Or on sait que l'idée du conflit et de sa productivité (le conflit comme matrice potentielle de liberté républicaine) constitue la première des provocations théoriques machiavéliennes et qu'en revanche elle est radicalement étrangère au moment médiéval pour

---

<sup>42</sup> Ces considérations sont liées à mes échanges avec Laurent Baggioni que je remercie ici pour sa relecture attentive de ce texte.

lequel la métaphore du corps politique rend malaisée la pensée de son déchirement dans la désunion. Cette pensée de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, développée notamment dans la France des juristes légitimistes monarchistes, serait donc à la fois indissociable de la rupture advenue avec Machiavel et le « laboratoire florentin », tout en n'étant pas machiavélienne - dans la mesure où elle ne serait pas seulement ancrée dans l'extension indéfinie du conflit au sein de l'espace intérieur et extérieur de l'État.

Sa reconnaissance et son analyse permettraient peut-être une lecture de l'organisation du corps politique et une pensée de l'État plus nuancées et mieux liées à la « qualité des temps » que celles qu'autorisent les opérateurs éculés de l'absolutisme, de la centralisation ou de la laïcisation dont les recherches récentes ont montré toutes les limites et qui rendent difficilement compte de ce grand paradoxe de l'histoire de la pensée politique occidentale illustré parfaitement par le cas florentin : pourquoi une forme de régime qui a historiquement « perdu » nourrit-elle bonne part de la réflexion politique moderne et l'emporte en définitive deux ou trois siècles plus tard.

Dire cela signifie ne pas croire aux mirages idéologiques et rhétoriques du républicanisme vertueux<sup>43</sup> sans pour autant se replier sur une négation, implicitement passéiste, de toute origine républicaine de la modernité politique au bénéfice d'un éloge quelque peu nostalgique et culturaliste du modèle classique. Le questionnement qui est au cœur de ce chapitre consisterait ainsi à voir dans quelle mesure se construit dans cette expérience toscane spécifique une terrible aporie : celle de « l'homme d'état républicain »<sup>44</sup>, à savoir celle d'un individu susceptible d'incarner à la fois la défense éthique des valeurs de liberté et d'égalité mais aussi la défense politique et militaire de l'État. Cette aporie trouve sa source dans l'instabilité et la polysémie du terme *stato*<sup>45</sup>, de « l'état » qui n'est pas encore l'État, suivant une mobilité sémantique que toute la critique relève mais dans laquelle on voit le plus souvent une sorte d'incomplétude par rapport à la saison hobbesienne qui va suivre<sup>46</sup>. De la sorte, ce croisement des questions de l'État et de la République comme questions ouvertes, contemporaines, indissociables (et non comme des questions circonscrites, successives, hétérogènes) pourrait contribuer à poser de façon différente cette question qui

---

<sup>43</sup> Voir sur ce point, *Republicanism. A Shared European Heritage*, Q. Skinner and Martin van Gelderen (eds), Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

<sup>44</sup> On se reportera à l'opposition entre *stato* et *libertà* telle qu'elle est formulée par Guicciardini dans son avertissement (*ricordo*) 21 (*op. cit.*) ou au mélange implicite (très instable au sens chimique du terme) de la république, du prince et de l'État dans l'opuscule qui a rendu Machiavel célèbre (et ce malgré les dénégations de l'auteur au début du chapitre II – le *Prince* parle aussi des républiques).

<sup>45</sup> Sur cette question voir la postface à notre édition du *Prince*.

<sup>46</sup> On retrouve cette idée à la fois dans les travaux d'un historien de la cité antique comme Morgen Hansen et dans ceux d'un historien des idées comme Quentin Skinner

sera au cœur des pensées et des histoires républicaines à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle : la république peut-elle garantir une jonction inédite de la légitimité politico-éthique avec l'efficacité gouvernementale et la définition institutionnelle d'une forme de souveraineté collective ?

Jean-Louis Fournel (Université Paris 8 et UMR 5206 Triangle)